

Trump : une présidence en zigzag

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Après six mois à la Maison-Blanche, il convient d'évaluer la présidence de Trump non pas par ses gazouillis intempestifs, son imprédictibilité, son exubérance qui évoque Berlusconi ni même son recours à l'oligarchie familiale, mais bien par les actions des États-Unis sur le plan intérieur et sur la scène internationale. Trump ne peut pas tout décider et la machine gouvernementale réajuste son tir.

L'un des premiers actes de Trump fut de se retirer de l'Accord de partenariat transpacifique. Il semble bien que les autres pays vont s'y maintenir et il n'est pas exclu que les États-Unis y souscrivent moyennant certaines améliorations. L'accord de l'ALENA n'a pas été abrogé et il est trop tôt pour savoir quel sera l'aboutissement des négociations en cours.

Les dirigeants européens ont été pris de panique lorsque Trump a qualifié l'OTAN de vétuste et lorsqu'il n'a pas rappelé la validité de l'article 5 dans sa première parution au sommet de l'OTAN à Bruxelles. Cet article stipule qu'une attaque contre l'un des pays membres serait considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties. Depuis les incursions russes en Géorgie en 2008 et en Ukraine en 2014, les pays de l'OTAN craignent des récidives qui remettraient en cause l'équilibre actuel. Néanmoins, le vice-président Pence a rectifié le tir peu après et Trump a fait de même en Pologne par la suite. Aujourd'hui, l'OTAN est réassurée et les pays européens vont sûrement accélérer leur investissement dans la défense pour atteindre l'objectif de 2% du PNB. Il n'en demeure pas moins que cette expérience frustrante va pousser l'Europe à s'organiser pour que sa sécurité dépende moins des États-Unis à l'avenir.

Au Proche-Orient, l'envoi des missiles américains contre un aéroport syrien après que l'aviation syrienne eût fait usage d'armes chimiques se démarque de la politique de non-intervention d'Obama. La Russie qui protège le régime syrien n'a pu s'y opposer. Par ailleurs, Obama a longtemps hésité à armer les rebelles syriens. Trump vient de cesser son appui une fois que la zone de désescalade dans le Sud-ouest de la Syrie a été agréée avec la Russie¹. Cet accord ne couvre pas encore la Syrie de l'Est, territoire qui assurerait à l'Iran une continuité territoriale jusqu'au Liban. (Les États-Unis disposent d'un millier de conseillers en Syrie et ont déployé des lance-roquettes multiples HIMARS (High Mobility Artillery Rocket System) dont la portée est de 300 kilomètres, ce qui offre une grande souplesse tactique et donc une grande liberté de manœuvre). La politique qui va succéder à l'éviction de l'État islamique de la région de l'Est de la Syrie n'a pas encore été définie et devrait probablement faire partie de négociations avec la Russie. Par ailleurs, la présence de Trump au rassemblement de 50 pays musulmans opposés au terrorisme à Riad a été un succès.

Malgré ses déclarations véhémentes, Trump n'a pas aboli le traité nucléaire avec l'Iran. Par contre, d'autres sanctions ont été imposées en raison du développement de missiles balistiques Simorgh et Safir 3 par ce pays. L'autre dossier chaud demeure la Corée du Nord qui a développé des missiles Hwasong 14 capables d'atteindre le territoire des États-Unis. Le danger nord-coréen devrait également préoccuper la Chine et la Russie, mais leur réaction est mitigée². Au grand dam de la Chine, les États-Unis ont vendu des avions F16 à Taiwan et le budget de la dépense américain a été augmenté de 9%.

¹ Au Nord de la Syrie, les rebelles syriens ont eu peu d'impact et se seraient alliés avec des groupes salafistes. Les principales avancées sont celles des forces kurdes du YPG. Au Sud-est de la Syrie les rebelles ont empêché la reprise du territoire par les forces gouvernementales syriennes.

² Noter qu'une parade militaire de très grande envergure a été organisée en Chine et qu'une démonstration navale d'une ampleur sans précédent s'est tenue en Russie. Par ailleurs, des bombardiers américains ont survolé la Corée du Sud.

Sur le plan intérieur, Trump subit des revers. La politique présidentielle n'obéit pas à la façon de faire d'un chef d'entreprise quand bien même celui-ci réussirait en affaires. La limitation de l'immigration de personnes provenant de certains pays à majorité musulmane a été contestée par la justice. Des états américains importants ont décidé de respecter l'accord de Paris sur le climat quand bien même les États-Unis s'en sont retirés. La construction d'un mur à la frontière mexicaine est régulièrement repoussée, mais l'immigration illégale a décliné de 50%. L'annulation de la protection médicale d'Obamacare ne passe pas. Les congédiements précipités et les fuites émanant de l'entourage proche de la Maison-Blanche dévoilent des dissensions internes qui nuisent à la présidence de Trump. Cependant, l'économie se porte mieux : les indices boursiers du Dow Jones, de Standard & Poor 500 et du Nasdaq ont connu une appréciation de 19, 15,5 et 23% depuis la nomination de Trump, ce qui correspond à une plus-value de 4 billions de dollars soit le cinquième de la dette américaine ; le taux de chômage est en dessous de 5%.

Les scandales à répétition à la Maison-Blanche érodent la crédibilité des États-Unis. Trump s'est aliéné un grand nombre de médias, ce qui ne facilite pas les choses. La Russie est accusée de s'être immiscée dans les élections américaines. Il devient impossible d'établir une stratégie à long terme avec la Russie sur l'Europe ou la Syrie tant que le dossier du piratage informatique durant la campagne présidentielle fait l'objet d'une enquête. Les votes du maintien des sanctions contre la Russie au Sénat américain (98-2) et à la Chambre des représentants (419-3) sont catégoriques. Pourtant et plus que jamais, une entente avec la Russie sur l'Europe ou la Syrie est bien dans l'intérêt des États-Unis³.

Toujours est-il que la rencontre récente aux Philippines du secrétaire d'État américain Tillerson et du ministre des Affaires étrangères russe Sergei Lavrov démontre que la communication est maintenue entre eux.

³, La Russie a ordonné le renvoi de 755 diplomates américains alors qu'elle n'avait pas réagi au renvoi de 35 diplomates russes par le président Obama le 29 décembre 2016.